



PROJET

Vu pour être annexé à la décision du Bureau n°2017/ ... DB en date du 30 novembre 2017

Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire

Jean-Michel MARCHAND

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LES TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MODERNISATION DES VOIRIES COMMUNAUTAIRES ET DES ESPACES PUBLICS COMMUNAUX

Entre

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, représentée par son Président, Monsieur Jean Michel MARCHAND, autorisé à signer la convention en vertu de la décision du Bureau en date du 30 novembre 2017,

Et

La Ville de SAUMUR, représentée par M. Alain GRAVOUEILLE, adjoint aux Finances, à la Commande Publique et aux Appels d'Offre, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 17 novembre 2017,

ARTICLE 1– OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de fonctionnement du groupement de commandes constitué entre les personnes publiques susvisées dans le but suivant : préparation, passation et suivi de l'exécution de l'accord-cadre pour les travaux d'entretien, de modernisation des voiries communautaires et des espaces publics communaux, pour les années 2018 à 2021.

ARTICLE 2 – DURÉE

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et expire à la fin contractuelle de l'accord cadre et des marchés subséquents.

ARTICLE 3 - COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est désignée en qualité de coordonnateur du groupement. A ce titre, elle est chargée d'organiser l'ensemble des opérations, de la mise en concurrence à la notification de l'accord-cadre et d'en suivre l'exécution.

ARTICLE 4 - POUVOIR ADJUDICATEUR

Le groupement constitué est le Pouvoir Adjudicateur.

ARTICLE 5 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT

Les frais occasionnés pour la publication des avis et les frais de gestion administrative feront l'objet d'une répartition entre les membres du groupement selon la clé définie ci-dessous. Ils donneront lieu à l'émission de titres de recettes par le coordonnateur à l'encontre de la Ville de Saumur.

Les frais de gestion administrative sont fixés forfaitairement à la somme de 2 300 € HT, qui correspond au coût salarial des agents amenés à travailler sur ce dossier pendant une période estimée à 12 jours (temps plein)

Les frais de publication seront arrêtés à l'issue de la procédure au vu des justificatifs fournis par les organes de publication.

La clé de répartition pour ces frais est fixée en fonction du rapport entre les estimations des budgets alloués par chaque membre sur les 4 prochaines années pour les travaux d'entretien, de modernisation des voiries communautaires et des espaces publics communaux, à savoir:

- Ville de Saumur : 62 %.
- Communauté d'Agglomération : 38 %

ARTICLE 6 – CONSULTATION.

La consultation sera lancée sous la forme d'un accord cadre multi attributaires au sens des articles 78 et 79 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

La rédaction de l'accord cadre sera réalisée par les services du coordonnateur.

ARTICLE 7 - CONCLUSION DE L'ACCORD -CADRE ET DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS.

Le choix des titulaires de l'accord-cadre sera fait par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après validation par la Ville de Saumur.

Il incombera à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire de signer l'accord-cadre au nom du groupement. Une copie sera adressée par le coordonnateur à la Ville de Saumur.

Les marchés subséquents seront signés par chaque membre du groupement pour les prestations qui les concernent.

ARTICLE 8 - EXÉCUTION DES MARCHÉS.

Le Service Aménagement des Zones d'Activités et Ingénierie Routière de la Direction de l'Environnement et des Grands Équipements de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, et le Service Aménagement des Espaces Publics de la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine de la Ville de Saumur, assureront l'exécution et le suivi des marchés subséquents pour les prestations qui les concernent.

ARTICLE 9 - RÈGLEMENT DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS.

Chaque membre du groupement procédera au paiement de ses marchés subséquents.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant sans qu'il puisse être porté atteinte à son objet.

ARTICLE 11 – OBLIGATION DU COORDONNATEUR

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire s'engage à réaliser les prestations, objet de l'accord-cadre, dans le strict respect de la définition des besoins pour chaque membre du groupement.

ARTICLE 12– REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges qui pourraient naître de l'application de la présente convention sont de la compétence du tribunal administratif de NANTES.

Toutefois, les membres du groupement s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

ARTICLE 13– REPRESENTATION EN JUSTICE

La Ville de Saumur donne mandat à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire pour les représenter vis-à-vis des cocontractants et des tiers à l'occasion de tout litige né de la passation des marchés.

ARTICLE 14– ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et de sa transmission au contrôle de légalité.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à SAUMUR en 2 exemplaires, le

Pour La Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Le Président,

Jean-Michel MARCHAND

Pour la Ville de SAUMUR,

L'Adjoint aux Finances, à la Commande Publique
et aux Appels d'Offre

Alain GRAVOUEILLE